
PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

SESSION 2021-2022

24 MAI 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

VISANT À DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES AINSI QUE
LES COLLECTIONS DU RÉSEAU POINTCULTURE

DÉPOSÉE PAR MME AMANDINE PAVET, MME ANOUK VANDEVOORDE, MME
ALICE BERNARD, M. GERMAIN MUGEMANGANGO, M. JORI DUPONT, M. JEAN-
PIERRE KERCKHOFS, M. ANTOINE HERMANT ET M. SAMUEL NEMES

RÉSUMÉ

Cette proposition de résolution invite le Gouvernement de la Communauté française à proposer à PointCulture une alternative qui permette de protéger l'institution, son patrimoine et tous les travailleurs et les travailleuses qui les font vivre.

TABLE DES MATIÈRES

Développements	3
Proposition de résolution visant à défendre les travailleurs et les travailleuses ainsi que les collections du réseau PointCulture.....	5

DÉVELOPPEMENTS

En novembre 2019, à la suite de plusieurs mobilisations, la ministre de la Culture décidait de suspendre le plan qui visait à mettre fin au service de prêt de PointCulture. Il avait alors été décidé que les achats de nouveautés allaient reprendre, que les collections seraient sauvegardées et que les gens pourraient continuer à louer des médias parfois introuvables par d'autres moyens. C'est grâce à la mobilisation que la voix des usagers et des travailleurs avait finalement pu être entendue. La ministre avait elle-même déclaré que le nombre de signatures de la pétition et la mobilisation imposait de les inclure dans le processus de concertation.

Les réjouissances ont cependant été de courte durée. À la fin du mois de juin 2021, les responsables de PointCulture ont remis un nouveau projet de contrat-programme, construit en concertation avec le personnel, qui devait prendre effet au début de l'année 2022. À la fin du mois de novembre, ils ont reçu des avis négatifs des deux organes chargés de l'examiner. La ministre de la Culture a également indiqué en commission du 15 mars 2022 ne pas avoir été convaincue par ce projet de contrat-programme, sans toutefois en spécifier les raisons.

Le 24 février 2022, on apprenait par ailleurs qu'une trentaine d'emplois risquaient de disparaître sur un peu plus de quatre-vingt, et que du réseau de médiathèques PointCulture ne resterait bientôt plus que deux centres d'appui aux bibliothèques. Un drame pour l'accès à la culture pour tous et pour les travailleurs et travailleuses, qui ont tout donné pour sauver le navire.

Aujourd'hui, PointCulture ce n'est pas que du prêt de CD et DVD, c'est aussi des concerts, des expositions, des conseils, des découvertes, des ateliers, un magazine, des ciné-débats, des lieux de vie animés et un tissu associatif remarquable. Au PointCulture ULB Ixelles, par exemple, il y a quatre ETP pour gérer un endroit plein de vie qui attire plus d'une centaine de personnes par jour d'ouverture. Rien que pour le mois de février dernier, il y a eu 2 389 passages de personnes, dont 500 visites pour le prêt, 75 personnes se sont inscrites ou ont renouvelé leur inscription et les recettes de prêt ont été de 2 000 €. On parle bien là du seul PointCulture ULB Ixelles. Sur l'année, ce PointCulture a organisé une cinquantaine d'événements en collaboration avec de nombreux partenaires socio-culturels comme la Ligue des Droits humains, SOS Faim, ULB Coopération, Cinergie, Centre de Vidéo de Bruxelles, Court-Circuit, Muziekpublieke, le Conservatoire Royal de Bruxelles... Le PointCulture ULB Ixelles, c'est aussi une très belle collection de 21 000 titres de films et CD qui font le bonheur des visiteurs, même ceux qui n'empruntent pas mais se plaisent à écouter les albums sur place, ou à entendre les choix musicaux que les membres du personnel font découvrir en musique ambiante. Les membres du personnel concoctent également des playlists qu'ils font passer sur les ondes, en

partenariat avec Radio Campus. Bref, un très bel endroit qui fait dire aux étudiants qui y pénètrent, que c'est un lieu incontournable sur le Campus de l'ULB.

Un nouveau projet de contrat-programme a été déposé le 23 mai 2022 de manière à ce que la ministre de la Culture puisse communiquer sa décision sur l'avenir du réseau PointCulture pour le 30 juin. Mais juste avant ce dépôt, il a été rendu public que le PointCulture Bruxelles allait fermer ses portes début juin. On a également pu lire dans la presse que « le réseau PointCulture s'attend à une fermeture progressive de ses centres d'ici décembre ».

Dans ce cadre, une prise de position claire du Parlement et du Gouvernement de la Communauté française pour défendre les travailleurs et les travailleuses du réseau PointCulture et son patrimoine paraît, plus que jamais, urgent et nécessaire. Proposition de résolution visant à défendre les travailleurs et les travailleuses et les collections du réseau PointCulture

PROPOSITION DE RÉSOLUTION VISANT À DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES AINSI QUE LES COLLECTIONS DU RÉSEAU POINTCULTURE

Le Parlement de la Communauté française,

Considérant la fermeture annoncée de l'ensemble du réseau PointCulture ;

Considérant l'urgence de préserver l'emploi du personnel du réseau PointCulture ;

Considérant la nécessité de proposer au personnel du réseau PointCulture un projet dans lequel il se retrouve ;

Considérant la valeur inestimable que représentent les collections des médiathèques ;

Considérant l'importance du réseau PointCulture en termes d'accès à la culture ;

Considérant la Déclaration de politique communautaire 2019-2024 qui s'engage à renforcer l'accès à la culture pour tous ;

Considérant la diversité des partenaires du réseau PointCulture ;

Considérant la qualité du tissu associatif construit autour du réseau PointCulture ;

Considérant l'utilité et la pluralité des activités proposées par le réseau PointCulture ;

Considérant la fréquentation régulière de plusieurs sites du réseau PointCulture ;

Considérant le soutien des usagers au réseau PointCulture ;

Considérant que PointCulture est en très grande partie financé par la Communauté française ;

Considérant l'investissement déjà effectué jusqu'ici par la Communauté française dans le réseau PointCulture.

Demande au gouvernement de la Communauté française de :

1. Proposer à PointCulture une alternative qui permette de protéger l'institution, son patrimoine et tous les travailleurs et les travailleuses qui le font vivre.

A. Pavet

A. Vandevoorde

A. Bernard

G. Mugemangango

J. Dupont

J.-P. Kerckhofs

A. Hermant

S. Nemes